1837

Assemblée générale d'information et de partage de l'INPS SUQALI JABOOT
Saly, du 9 au 11 juillet 2009-07-10

RAPPORT

Plan du Rapport Général

- I- Introduction
- II- Séance d'ouverture
- III- Les exposés informatifs
 - a. Présentation de l'INPS *SUQALI JABOOT*
 - b. Introduction de Madame le Ministre d'Etat
 - c. Présentation de l'articulation entre le CDSMT, le DRPP et *SUQALI JABOOT*
- IV- Synthèse des travaux de groupes
- V- Conclusions et recommandations

I- Introduction

L'environnement mondial caractérisé par la crise économique aigue et l'insécurité alimentaire a généré des conséquences multiples touchant particulièrement les groupes vulnérables de la population qui sont les familles pauvres, les femmes, les enfants, les handicapés, les personnes du 3^{ème} âge et les migrants.

En vue d'atténuer ces impacts négatifs résultant de facteurs exogènes, le Gouvernement du Sénégal a pu réaliser des progrès grâce à des mécanismes institutionnels de prévention et de gestion de la demande sociale (projets, programmes de lutte contre la pauvreté).

Cependant, force est de constater que les interventions dans le champ social n'ont pas encore enregistré d'impact et de visibilité réels et manquent de coordination et d'harmonisation.

En réaction à ce diagnostic, le Président de la République, Son Excellence Maître Abdoulaye WADE, à l'occasion de la tenue des Assises Nationales de l'Action Sociale a mis l'accent sur trois axes majeurs notamment :

- L'urgence d'une extension de la protection sociale à travers un système de solidarité endogène, autocentré et autoentretenu ;
- L'option d'une autonomisation des couches vulnérables, des familles et des communautés grâce à la création de richesse ;
- La nécessité d'améliorer les conditions d'intervention des structures de proximité pour une prise en charge plus efficace de la demande sociale des populations.

Fort de ces constats, en vue d'endosser et de traduire dans le champ réel la vision du Chef de l'Etat, le Ministère la Famille, de la Sécurité alimentaire, de l'Entreprenariat féminin, de la Micro Finance et de la Petite Enfance a pris la décision de procéder à l'élaboration concertée et à la mise en œuvre sans délai d'une Initiative Nationale pour la Protection Sociale des couches vulnérables intitulée *SUQALI JABOOT* destinée à accroître l'efficacité et l'efficience de la prise en charge de la demande sociale.

Telles sont les justifications de la tenue de cette rencontre d'information, de partage et d'échanges qui, sous la présidence effective de Madame le Ministre d'Etat, vise l'appropriation de l'initiative par l'ensemble des acteurs institutionnels du niveau central et à l'échelon déconcentré et des partenaires stratégiques appuyant les efforts du gouvernement.

Cette rencontre a enregistré la présence de deux cent participants provenant du Cabinet du Ministre d'Etat, des directions nationales, des services, projets et programmes sectoriels, des services déconcentrés de l'action sociale, du développement communautaire, de l'Agence nationale de la case des tout-petits, du CSA, et du CENAF.

Le système des nations unies (PNUD, BIT) et la coopération turque ont assuré la représentation des partenaires techniques et financiers à cette grande réunion de travail.

II- Synthèse des interventions

Les représentants du PNUD et du BIT ont mis en évidence les convergences et le consensus de la communauté internationale sur l'extrême urgence d'opérer un tournant décisif voire des

ruptures face aux chocs et traumatismes sociaux résultant de la crise globale pour l'avènement d'un développement humain durable.

A cet effet, ils ont salué et encouragé l'initiative tout en insistant sur les éléments de stratégie pertinents suivants :

- L'extension de la protection sociale à travers un soutien plus efficace des groupes vulnérables ;
- L'amélioration du ciblage et de l'intervention ;
- Le recentrage institutionnel pluraliste et inclusif ;
- Le renforcement des mécanismes de transfert direct des ressources aux groupes vulnérables ;
- La planification participative de l'offre de protection sociale ;
- La rénovation de l'approche éducative.

En conséquence, le système des Nations Unis s'engage à favoriser et soutenir les capacités de réponse du gouvernement comme cette initiative historique du Ministre d'Etat en charge de la famille, de la protection et de la promotion des couches vulnérables des populations.

Dans son allocution, Madame le Ministre d'Etat a défini ce nouveau chantier de l'espoir et de l'ingénierie sociale comme un dispositif institutionnel communautaire fédérateur des interventions de prise en charge de la protection sociale des groupes vulnérables dans une optique de gestion transparente et de résultats tangibles qui modifient le bien être et le vécu quotidien.

Pour réaliser pareil dessein un leadership institutionnel fort s'impose ainsi qu'une démarche proactive, inclusive, décentralisée, harmonisée et coordonnée sous tendue par un système de ciblage et de suivi évaluation participatif intégrant la culture de la gestion axée sur les résultats. Pour mieux asseoir sa légitimité institutionnelle et programmatique, l'initiative devra s'inscrire dans la trajectoire des recommandations du Chef de l'Etat relative aux assises nationales de l'Action sociale.

Madame le Ministre d'Etat a tenu à clarifier les rôles et responsabilités clés des APDC dans la plate-forme technique inclusive et au niveau de la mise en œuvre des plans d'action régionaux.

Enfin, des actions décisives sont planifiées pour un démarrage effectif notamment :

- L'information, la sensibilisation, la mobilisation sociale à partir du 15 juillet ;
- Le recrutement des volontaires APDC ;
- La formation à travers la SADEC ;
- La présentation des APDC au Chef de l'Etat dans le courant du mois de septembre 2009.

Madame le Ministre d'Etat a lancé un appel pressant à tous les participants sur la base de valeurs partagées et de fortes convictions pour agir vite et mieux en faveur des populations défavorisées la « main dans la main ».

La présentation de l'Initiative Nationale pour la Protection Sociale *SUQALI JABOOT* par Monsieur Ousmane KA a été structuré autour des points suivants :

1. La philosophie, la vision et le cadre de référence

L'Initiative est un réajustement social caractérisé par un mouvement fédérateur et une dynamique de mutualisation et de capitalisation.

Elle trouve ses fondements dans les valeurs de travail et de solidarité, de paix et de sécurité sans lesquelles le développement humain durable ne saurait émerger et se pérenniser.

Par ailleurs, elle intègre la vision du Président de la République déclinée lors des assises nationales de l'action sociale tout en étant en parfaite adéquation avec les OMD, le DSRP II et la SNPS.

2. Les stratégies de mise en œuvre

Avec comme principes de base l'autonomisation socio-économique, le transfert de responsabilité et la participation, la démarche s'appuie essentiellement sur :

- La mise en place par voie de contractualisation des APDC dont le profil, les critères et le cahier de charge ont été préalablement établis ;
- Le renforcement des capacités et qualifications à travers la SADEC intégrant l'évaluation participative des besoins prioritaires, les savoirs et compétences autochtones et endogènes ;
- La démultiplication par cascade de la formation ;
- L'implication des conseils de quartiers et de village et du secteur privé ;
- Les mécanismes de concertation à l'échelon régional et départemental ;
- La supervision, le suivi et l'évaluation participatifs.

Dans son exposé, Monsieur Sidy GUEYE a mis en évidence l'articulation entre le CDSMT cadre de capture et d'utilisation des ressources publiques et privées pour l'intégration sociale et l'autopromotion économique des groupes vulnérables dans une logique de gestion axée sur les résultats.

Des messages de satisfaction, d'enthousiasme, d'engagement et soutien à l'initiative et à l'endroit de Madame le Ministre d'Etat ont été formulé par les responsables des services déconcentrés.

Après la séance plénière, les quatorze groupes de travail des régions se sont constitués pour formuler des recommandations sur :

- Le schéma de plate-forme régional ;
- Le profil, les critères de sélection et le cahier de charge des APDC ;
- Le découpage des zones d'intervention ;
- Le programme de formation ;
- Le dispositif de supervision et de suivi-évaluation ;
- Les formes de motivation de l'APDC ;
- Le processus accéléré de mise sur pied des APDC avant la mi-septembre.